



## Comment réduire l'usage des pesticides et médicaments vétérinaires dans les pays du Sud ?

Synthèse de la Journée technique du 4 juillet 2024

### LES MESSAGES CLÉS:

- Face aux constats alarmants de l'accroissement de l'utilisation et du mésusage des produits chimiques en agriculture et en élevage, il est urgent que les acteurs s'approprient les enjeux, notamment de l'antibiorésistance et des effets délétères des pesticides.
- Il est nécessaire d'agir pour la réduction de l'utilisation des pesticides, pour un meilleur usage des médicaments vétérinaires ainsi que pour le développement des alternatives, en lien avec la recherche et les organisations paysannes.
- La formation et les dispositifs de services de conseil agricole et d'élevage sont des leviers déterminants, à condition qu'ils opèrent leur mutation pour s'appuyer davantage sur la vente de prestations pour la mise en œuvre d'alternatives agroécologiques plutôt que sur la prescription d'intrants.
- Des politiques publiques proactives se révèlent indispensables, en priorité concernant l'application des réglementations sur la commercialisation des produits, et des politiques de soutien aux alternatives agroécologiques.

# 1. Une journée technique riche en contributions et échanges

AVSF a organisé, le 4 juillet 2024, une journée technique d'échanges et retours d'expériences autour de la question : « *Face aux risques sanitaires et environnementaux dans les Suds, comment créer les conditions d'une réduction de l'usage des pesticides et produits vétérinaires dans une démarche One Health ?* ».

Cette journée s'est tenue sur le site de la cité du développement durable à Nogent-sur-Marne. Elle a réuni 120 personnes aux profils divers : majoritairement issues d'ONG internationales et nationales (AVSF, Médecins du Monde, Eclodio, INADES Formation, Louvain Coopération, Essor, VSF-International, Fondation FARM), mais aussi de la recherche et de bureaux d'études (CIRAD, IRAM, TERO, ANSES, Univ. Abobo-Adjamé, INRAE, CNRS, VetoGreen), des représentants de faitières ou réseaux d'organisations de producteurs (RECA Niger, RENAAT, ROPPA, FEVEC, RIEV) ainsi que des bailleurs (AFD, FFEM et FIDA). La journée a été l'occasion de partager les expertises et expériences de ces différents acteurs sur le sujet et d'échanger sur de nouvelles perspectives d'actions.



Les participants en présentiel lors de la journée technique à Nogent-sur-Marne

## 2. Des constats alarmants sur les conditions d'usage des pesticides et produits vétérinaires toujours plus utilisés<sup>1</sup>

Concernant les pesticides, la consommation mondiale est en augmentation constante depuis 30 ans. Cela s'explique par la forte augmentation des ventes, en majorité des herbicides, dans les pays des Suds (Amérique latine, Afrique et Asie), par les procédures peu exigeantes d'homologation et le manque de contrôle qui facilite les importations et la commercialisation y compris de produits interdits. Les présentations et témoignages confirment **l'absence de contrôle des produits commercialisés et des pratiques à risque**, par exemple dans **la région du Fouta Djallon en Guinée Conakry**<sup>2</sup>. La problématique constitue un véritable enjeu de santé publique (intoxications, maladies chroniques) et également un enjeu de santé environnementale insuffisamment pris en compte, avec par exemple **la contamination des eaux, des sols et des légumes dans les périmètres maraîchers en zone périurbaine de Côte d'Ivoire**.

Concernant les produits vétérinaires, dont la consommation est également en progression, le manque de **professionnels** (vétérinaires, pharmaciens, techniciens) et de **contrôles réglementaires**, entraîne des pratiques risquées d'automédication et de mésusage par les éleveurs, comme observé dans le **projet Thiellal au sud du Sénégal**. La situation se révèle alarmante concernant l'usage des antimicrobiens (cf. encadré ci-dessous). Au même titre que les pesticides, la contamination de l'environnement par les médicaments est problématique comme par exemple **l'effet des antiparasitaires sur la santé des pâturages, des sols et des animaux**.

### Mieux encadrer l'utilisation des antibiotiques face à la menace sanitaire de l'antibiorésistance

Selon l'OMS, la plus grave menace sanitaire pesant actuellement sur l'humanité est celle de l'antibiorésistance, avec une prévision de 10 millions de morts par an dans le monde à l'horizon 2050. Le mauvais usage des antibiotiques est la cause de l'acquisition des résistances par les bactéries. En élevage, il est urgent d'établir et de respecter des règles strictes d'utilisation des antibiotiques, de former les professionnels du secteur et d'informer les éleveurs. Les actions sur lesquelles travailler en priorité sont : **l'arrêt de l'utilisation des antibiotiques dans l'alimentation animale comme facteur de croissance et la lutte contre la vente incontrôlée des médicaments et des contrefaçons** (dont 30% sont des antibiotiques).

## 3. Les réponses pour réduire l'utilisation des pesticides, un meilleur usage des médicaments vétérinaires et le déploiement des alternatives agroécologiques.

Lors de cette journée, les intervenants ont souvent fait référence aux principes de l'approche *One Health*. Analyser et traiter les problématiques de manière transdisciplinaire en reconnaissant l'interdépendance des trois santés et en intégrant mieux la dimension environnementale est un besoin méthodologique pour contribuer à l'amélioration de ces problématiques. **L'ONG Médecins du Monde à travers ses actions de Santé Environnement sur les impacts des pesticides sur la santé humaine** donne un exemple de l'opérationnalisation de cette approche.

### La formation Alterpestimed d'AVSF, un outil de mise en œuvre de l'approche One Health

En 2020, le groupe de travail « Alterpestimed », composé de salariés-es, bénévoles, et élus-es d'AVSF a élaboré, en collaboration avec des chercheurs-ses et des partenaires de terrain de divers organismes, le guide de formation **“L'agroécologie pour sortir des pesticides”**. La formation, déployée dans 6 pays d'Afrique et Amérique latine, a contribué à renforcer les compétences de 350 personnes principalement des techniciens et agronomes en productions végétales, ainsi que des vétérinaires et agents de santé animale. Ces ateliers d'échanges et de formation s'inscrivent dans l'approche *One Health*, en abordant de manière conjointe et complémentaire les problématiques des pesticides et des médicaments vétérinaires.

[1] Pour plus d'éléments sur les principaux chiffres et grandes tendances au niveau mondial voir [la note technique et de positionnement d'AVSF](#)

[2] Voir aussi Doligez F. et al. 2025. *Usages et mésusages des pesticides dans les périmètres maraîchers des membres de la Fédération des paysans du Fouta Djallon en Guinée*. Cah. Agric. 34 : 16

## Renforcer les dispositifs de conseil et les services aux agriculteurs-ices et éleveurs-ses

Les dispositifs de conseils et de services sont des leviers importants dans la réduction des pesticides les plus dangereux grâce à

- la production et l'actualisation des données, pour lesquelles une association avec la recherche et des moyens financiers dédiés sont nécessaires ;
- la diffusion des connaissances et des pratiques par différents outils, méthodes et organisations qui peuvent co-exister selon les contextes (formation, conseil individuel ou collectif, vulgarisation, groupes d'échanges de pratiques, réseaux sociaux, etc...).
- le financement et la pérennisation des activités de conseil sont des questions centrales et aux réponses variées : conseil privé financé individuellement par les producteurs, financement mutualisé et collectif, soutien par des fonds publics ou externes etc.

### • Les services de santé animale de proximité et de conseil aux éleveurs-ses à Madagascar

Les APPSA<sup>3</sup> sont des éleveurs formés selon un programme validé par le Ministère de l'Élevage et la profession vétérinaire. Ils sont élus par leurs pairs et délivrent un service à leur communauté sous la responsabilité d'un vétérinaire. Ils diffusent à la fois les bonnes pratiques d'élevage (alimentation, reproduction etc.) et de santé animale : campagnes de vaccination et de déparasitage, diagnostics et soins de certaines pathologies, alerte en cas de maladie contagieuse. Dans le Vakinankaratra, sur la zone du projet SANUVA, dont le volet élevage est géré par AVSF, les APPSA ont été sensibilisés à l'approche One Health, en particulier au bon usage des médicaments et à l'utilisation de remèdes traditionnels validés par un travail de recherche. Les APPSA témoignent qu'apporter du conseil et diffuser une démarche de solutions **alternatives aux traitements systématiques (prévention, gestion du risque, pharmacopée traditionnelle) est possible**. Bien que cette démarche ait été appréciée par les éleveurs, ce qui a augmenté sensiblement la clientèle des APPSA, ce conseil est moins rémunéré

que les actes médicaux avec vente de médicaments. Une réflexion pour trouver les moyens de rémunérer le conseil doit être engagée, par exemple en collaboration avec les pouvoirs publics, afin d'encourager durablement ce changement d'approche.

### • Services de conseil du RECA Niger pour la réduction des pesticides

Le Réseau National des Chambres d'Agriculture (RECA) soutient les Chambres d'Agriculture dans la fourniture de services aux agriculteurs-trices, notamment de conseil agricole. Pour le maraîchage et les cultures irriguées, les principales attentes des agriculteurs sont les conseils pour lutter contre les ravageurs et maladies. Le RECA a élaboré différents supports à destination des conseillers et des producteurs, concernant la connaissance des ravageurs, les méthodes de prévention et de lutte : notes techniques et d'information, modules de formation, centre d'appels pour poser des questions et obtenir des conseils, réseau de veille sur les pesticides, etc...

Les **groupes d'échanges sur les réseaux sociaux** représentent au Niger des moyens efficaces de diffusion d'informations. Les supports concernent aussi les alternatives agroécologiques, en particulier l'utilisation des biopesticides. Les **alternatives doivent être adaptées aux systèmes de culture et au contexte des producteurs, dans une démarche de gestion intégrée des ravageurs** combinant différentes pratiques à l'échelle de la parcelle mais aussi du territoire pour une gestion collective et coordonnée. Dans ce domaine, l'élaboration de références technico-économiques en collaboration avec la recherche (notamment l'INRAN au Niger) est nécessaire.

Ces perspectives sont formalisées dans la présentation du CIRAD sur les **leviers techniques de protection intégrée des cultures tropicales**, en proposant une diversité de solutions aux exploitants allant des mesures prophylactiques (pratiques agronomiques, surveillance des infestations), à des pratiques de contrôle biologique jusqu'au recours à l'usage de biopesticides.



Une pharmacie vétérinaire et boutique d'intrants agricoles à Madagascar, Région du Vakinankaratra

(3) Agents de Proximité en Production et Santé animale

## 4. Conditions de développement et diffusion des alternatives agroécologiques et l'environnement

Les discussions menées au cours de cette journée ont fait ressortir certaines grandes priorités pour faire avancer les transitions agroécologiques des territoires.

### Agir en priorité sur les modalités et pratiques du conseil agricole et en élevage

- La formation et le conseil sont des leviers à actionner en premier lieu. Ils doivent proposer des solutions viables qui n'impliquent pas de pertes de revenus des producteurs engagés dans une production conventionnelle ;
- **La promotion d'échanges entre praticiens, chercheurs et organisations paysannes** s'avère essentielle pour travailler de manière pratique et pragmatique sur des alternatives, avec des enjeux non seulement d'identification et de co-conception de ces alternatives, mais aussi d'adaptation aux différents contextes ; à ce titre, le **RIEV - Réseau Ibéro-américain d'Ethnovétérinaire** – constitue une expérience inspirante pour favoriser la diffusion des pratiques ethno-vétérinaires.
- L'évolution du **modèle économique du conseil** se révèle indispensable [cf.point 3].

### Mettre en place et faire appliquer des politiques publiques sur le terrain

La sortie progressive d'une dépendance aux pesticides et à certains produits vétérinaires nécessite, en plus de l'appui technique aux producteurs, des politiques publiques proactives.

D'une part pour **la mise en place et l'application des systèmes réglementaires**. La priorité doit porter sur la commercialisation des produits notamment pour mieux contrôler, avec l'appui des services publics, voire des organisations de producteurs, les points de vente des pesticides et produits vétérinaires en privilégiant des vendeurs agréés. Ainsi, **le Togo a interdit officiellement la vente d'herbicides à base glyphosate**, mais le contrôle de ce règlement reste difficile.

D'autre part, à travers la mise en œuvre de politiques de soutien aux alternatives agroécologiques qui doivent concerner non seulement l'appui des producteurs pour y accéder mais aussi le renforcement de la recherche pour produire des références sur leurs conditions d'efficacité et l'amélioration de l'offre de conseil et de formation en agroécologie.



Biofabrique mise en place par une organisation de producteurs en Côte d'Ivoire pour la fabrication de biofertilisants et biopesticides

## 5. Des avancées depuis la journée technique

### Une initiative de plaidoyer en Afrique de l'ouest

En avril 2025, AVSF a contribué à l'organisation et à l'animation d'un atelier régional au Sénégal pour renforcer les synergies de plaidoyer entre les acteurs européens et ouest-africains. Cet atelier réunissant 11 organisations et réseaux de la société civile ouest africaine et internationale [COPAGEN, INADES-Formation, AFSA, ADEPA, COASP, CGLTE-OA, ROPPA, 3AO, NSS, CCFD] a débouché sur la publication d'une **déclaration** pour renforcer les mécanismes de mise en œuvre des réglementations existantes et interdire la production et la commercialisation des pesticides les plus dangereux, notamment ceux interdits dans l'UE.

📞 contact : Carline MAINENTI [c.maintenti@avsf.org](mailto:c.maintenti@avsf.org)

### Une formation sur la conduite agroécologique en élevage

Un module de formation intitulé : « Elevage productif et durable selon les principes de l'agroécologie » a été élaboré et mis en œuvre en mars 2025 à Madagascar, afin de concrétiser le concept d'agroécologie appliqué à l'élevage<sup>4</sup>.

📞 contact : Sabine PATRICOT [s.patricot@avsf.org](mailto:s.patricot@avsf.org)



Sodi-fafana, plante médicinale utilisée en élevage pour la santé animale à Madagascar

[4] Voir aussi la note technique : [Conduite agroécologique des élevages : comment AVSF accompagne les éleveurs au Sud pour un développement en cohérence avec les principes de l'agroécologie ? \(à paraître\)](#)



**Siège**

14 avenue Berthelot (bâtiment F bis)  
69007 Lyon - France  
Tél. +33(0)4 78 69 79 59

**Antenne**

45 bis avenue de la Belle Gabrielle  
94736 Nogent-sur-Marne Cedex - France

[www.avsf.org](http://www.avsf.org)

**Rédaction collective sous la coordination de : Bertrand Mathieu et Sabine Patricot**

Avec les contributions de Amélie Bajolet et Valentin Beauval

Pour citer ce document :

AVSF, 2025. Comment réduire l'utilisation des pesticides et médicaments vétérinaires dans les pays du Sud ? Synthèse de la Journée technique du 4 juillet 2024.

Information : [b.mathieu@avsf.org](mailto:b.mathieu@avsf.org)

Crédits photos : AVSF